



**PRÉFET DE LA
RÉGION
PAYS-DE-LA-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°R52-2026-183

PUBLIÉ LE 21 SEPTEMBRE 2026

Sommaire

Secrétariat général aux affaires régionales de la région

Pays-de-la-Loire /

R52-2026-09-18-00002 - ANNULE ET REMPLACE la publication du 18/09/26
Arrêté n°2026-DRAAF-221 du 18 septembre 2026 CC agrément FSA
(16 pages)

Page 3

Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités /

R52-2026-06-16-00006 - Arrêté DREETS 2026/DREETS/CS/N° 32 du 16
juin 2026 portant publication des indicateurs d'activité et de
financement des services mandataires judiciaires à la protection des
mineurs (MJPM) et des services délégués aux prestations familiales
(DPF) calculés sur la base des résultats de l'enquête ministérielle
de 2026 (6 pages)

Page 20

Secrétariat général aux affaires régionales de la
région Pays-de-la-Loire

R52-2026-09-18-00002

ANNULE ET REMPLACE la publication du
18/09/26 Arrêté n°2026-DRAAF-221 du 18
septembre 2026 CC agrément FSA



**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Arrêté n° 2026-DRAAF-221

fixant les règles du cahier des charges des structures de conseil et d'accompagnement
du réseau France services agriculture en Pays de la Loire

- Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment le titre III du livre III et ses articles L. 330-7, D. 330-9 et son annexe, R. 330-10 à R. 330-16 ;
- Vu** le décret n° 2010-429 du 29 avril 2010 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ;
- Vu** le décret n° 2026-323 du 28 avril 2026 fixant les règles nationales du cahier des charges des structures de conseil et d'accompagnement du réseau France services agriculture ;
- Vu** le décret n° 2026-386 du 20 mai 2026 relatif à l'instruction et à la délivrance de l'agrément des structures de conseil et d'accompagnement du réseau France services agriculture ;
- Vu** le décret n° 2026-387 du 20 mai 2026 relatif aux conditions de délivrance, de suspension et de retrait de l'agrément des structures de conseil et d'accompagnement du réseau France services agriculture ;
- Vu** l'arrêté du 7 septembre 2026 relatif à la composition des dossiers de demande d'agrément des structures de conseil et d'accompagnement du réseau France services agriculture ;
- Vu** la circulaire du 5 août 2026 de la ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Souveraineté alimentaire ;
- Vu** l'avis favorable du comité régional de l'installation et de la transmission des Pays de la Loire en date du 10 septembre 2026 ;

Considérant les règles nationales du cahier des charges des structures de conseil et d'accompagnement du réseau France services agriculture, fixées par le décret n° 2026-323 du 28 avril 2026 sus-visé,

Considérant la nécessité d'adaptations régionales pour tenir compte des spécificités de la région Pays de la Loire, et dans l'objectif d'agréer des structures en capacité de rendre un service de qualité aux usagers,

SUR proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire,

ARRÊTE

Article 1 : règles du cahier des charges des structures de conseil et d'accompagnement du réseau France services agriculture

Les règles du cahier des charges prévu à l'article L. 330-7 du code rural et de la pêche maritime, des structures de conseil et d'accompagnement du réseau France services agriculture, sont fixées pour la région des Pays de la Loire dans l'annexe au présent arrêté.

Elles comprennent les règles nationales définies en annexe du décret n° 2026-323 du 28 avril 2026 sus-visé, ainsi que des règles permettant l'adaptation du cahier des charges national aux spécificités régionales.

Article 2 : exécution

La secrétaire générale pour les affaires régionales des Pays de la Loire, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région des Pays de la Loire.

Fait à Nantes, le 18 septembre 2026
Le Préfet de la région des Pays de la Loire
Signé
Laurent HOTTIAUX



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt**

Annexe à l'arrêté préfectoral n° 2026-DRAAF-

**RÈGLES DU CAHIER DES CHARGES
DES STRUCTURES DE CONSEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT
DU RÉSEAU FRANCE SERVICES AGRICULTURE
EN PAYS DE LA LOIRE**

I – Conditions à la délivrance d'un agrément

La délivrance de l'agrément prévu à l'article L. 330-7 du CRPM est subordonnée au respect des conditions suivantes relatives aux moyens du demandeur (A) et à ses compétences (B).

A – Moyens du demandeur

Pour l'agrément au conseil et à l'accompagnement d'un projet d'installation en agriculture, le demandeur dispose des moyens humains et matériels nécessaires pour réaliser une ou plusieurs des missions définies aux A, B et C du II.1, dans un ou plusieurs départements d'une même région.

Pour l'agrément au conseil et à l'accompagnement d'un projet de cession d'exploitation, le demandeur dispose des moyens humains et matériels nécessaires pour réaliser la ou les missions définies aux C et D du II.1, dans un ou plusieurs départements d'une même région.

La structure décrit, dans sa demande d'agrément, de manière précise et documentée, les modalités d'accueil, d'accompagnement et de suivi qu'elle s'engage à mettre en œuvre pour chaque usager accueilli. De même, elle justifie, conformément à l'annexe de l'article D 330-9 du Code rural et de la pêche maritime, qu'elle a recruté le nombre nécessaire de conseillers pour assurer les missions dans les conditions prévues par le présent cahier des charges.

Pour l'agrément à la formation, le demandeur dispose d'un service ou, à défaut, de compétences clairement identifiées en termes d'orientation et d'accompagnement à la formation, doté de moyens humains et organisationnels adaptés lui permettant d'assurer effectivement les missions prévues par le présent cahier des charges.

Pour la mission « conseil et accompagnement des personnes dans le développement d'un projet existant d'installation en agriculture », il sera tenu compte, pour un agrément sollicité sur plusieurs départements, de la capacité démontrée par la structure candidate d'assurer la continuité et l'homogénéité du service sur l'ensemble des départements visés.

Cette capacité s'apprécie notamment au regard de la disponibilité de rendez-vous, la capacité de suivi des projets, la réalisation de visites sur site lorsque nécessaire, la capacité à mettre en œuvre les processus définis dans le cadre du dispositif (outil diagnostic commun, échanges avec le PADU, alimentation du RDU).

L'agrément donné pour plusieurs départements est subordonné à la capacité démontrée d'assurer, dans chacun des départements, un accès effectif à un rendez-vous en présentiel (permanence ou lieu de rendez-vous identifié) et, le cas échéant, des visites sur site. La structure doit justifier que son organisation permet un accès de proximité tel qu'une majorité des usagers du département puisse y accéder dans un temps de trajet raisonnable, avec, a minima, une structure d'accueil par département.

B – Compétences du demandeur

Le demandeur a recours à des personnes disposant d'une expérience professionnelle dans le secteur agricole ainsi que des compétences listées ci-après.

Par ailleurs, il sera tenu compte d'une expérience significative dans l'accompagnement de projets agricoles en lien avec le domaine pour lequel la structure candidate. A cet effet, elle justifie d'une activité effective, récente et documentée dans ce domaine.

Elle démontre en outre sa capacité à mobiliser les compétences nécessaires pour assurer un accompagnement global (technique, économique, social, environnemental, formation, financement), conforme aux exigences du parcours défini dans le cadre du réseau France Services Agriculture, et à accompagner tous les projets, quelle que soit leur orientation technico-économique.

B.1 – Compétences communes des conseillers

Lors du dépôt de la demande d'agrément, le demandeur démontre que les conseillers exerçant en son sein disposent dès leur entrée en fonction des compétences énumérées aux 1° et 2°.

1° Les compétences constitutives de savoir-faire comprennent :

- a) Capacité d'analyse technique, économique, financière, environnementale et sociale des exploitations agricoles ;
- b) Connaissance du contexte économique, environnemental, juridique, fiscal et social des exploitations agricoles et des outils permettant d'adapter celles-ci aux transitions climatique et environnementale ;
- c) Capacité à élaborer un panorama des solutions de financement de l'offre de service des prestataires compétents pour la réalisation des projets d'installation et de transmission, agissant en dehors du réseau France services agriculture ;
- d) Connaissance des démarches administratives courantes liées à l'activité agricole, notamment en matière de déclaration, de contractualisation, de mise en conformité réglementaire et de contrôles afférents ;
- e) Capacité à la mise en œuvre opérationnelle des compétences précitées ;

2° Les compétences constitutives de savoir-être comprennent :

- a) Qualités d'écoute, de reformulation et d'ouverture d'esprit ;
- b) Sens de la pédagogie, du dialogue et de la qualité du service rendu à l'utilisateur ;
- c) Capacité à développer et à renforcer l'autonomie décisionnelle de l'utilisateur ;
- d) Neutralité et impartialité.

B.2 – Compétences spécifiques des « conseillers projet émergent »

En complément des compétences énumérées au B.1, les "conseillers projet émergent" mentionnés au A du II.1 disposent dès leur entrée en fonction des compétences suivantes :

- 1° Capacité à conduire la phase de confirmation de l'idée de s'engager en agriculture ;
- 2° Capacité à conduire la phase de maturation du projet ;
- 3° Capacité à conduire la phase de structuration du projet ;
- 4° Capacité à réaliser un bilan personnalisé à l'issue de chaque phase à l'aide d'un outil de diagnostic commun ;
- 5° Capacité à sensibiliser aux étapes du parcours d'installation ;

- 6° Capacité à sensibiliser aux enjeux de la recherche de foncier ;
- 7° Connaissance des aides susceptibles d'être octroyées lors du parcours d'installation ;
- 8° Capacité à présenter une offre de formations, stages de découverte et d'immersion adaptés à l'émergence du projet ;
- 9° Capacité à orienter vers les prestataires de services compétents extérieurs au réseau.

B.3 – Compétences spécifiques des « conseillers installation »

En complément des compétences énumérées au B.1, les "conseillers installation" mentionnés au B du II.1 disposent dès leur entrée en fonction des compétences suivantes :

- 1° Connaissance des dispositifs d'aides à l'installation, des services compétents et des modalités de dépôt des demandes ;
- 2° Connaissance des étapes de l'installation et des difficultés potentielles ;
- 3° Capacité à réaliser un bilan personnalisé en incluant des objectifs et des formations et / ou des expériences professionnelles nécessaires ;
- 4° Capacité d'accompagnement à la rédaction du projet personnalisé d'installation ;
- 5° Capacité à orienter vers les prestataires de services compétents extérieurs au réseau ;
- 6° Capacité pour faciliter la mise en relation entre les personnes ayant un projet d'installation et celles qui souhaitent céder leur exploitation.

B.4 – Compétences spécifiques des « conseillers transmission »

En complément des compétences énumérées au B1, les "conseillers transmission" mentionnés au D du II.1 disposent dès leur entrée en fonction des compétences suivantes :

- 1° Capacité à prendre en compte les facteurs psycho-sociaux de la transmission d'une exploitation agricole ;
- 2° Connaissance du contexte juridique, économique, fiscal, social et environnemental applicable à la transmission d'une exploitation agricole ;
- 3° Capacité à recueillir les données relatives à l'exploitation et au foncier en respectant le secret des affaires ;
- 4° Capacité à utiliser un outil de diagnostic commun pour caractériser l'exploitation ;
- 5° Capacité à rédiger le projet personnalisé de transmission de l'usager ;
- 6° Capacité à présenter l'intérêt du répertoire départemental unique et les aides possibles ;
- 7° Capacité à présenter, dans le respect du pluralisme, l'offre de prestataires compétents (mise en relation cédants/repreneurs, accompagnement juridique/fiscal, etc.) ;
- 8° Capacité à orienter vers les organismes compétents en cas de reconversion professionnelle ou de difficultés économiques.

B.5 – Compétences spécifiques des « conseillers formation »

En complément des compétences énumérées au B1, les "conseillers formation" mentionnés au C du II.1 disposent dès leur entrée en fonction des compétences suivantes :

- 1° Connaissance des certifications professionnelles, des différentes voies de formation, notamment la formation professionnelle continue et l'apprentissage, et du dispositif de la validation des acquis de l'expérience, permettant d'acquérir ou de faire reconnaître les connaissances et les compétences nécessaires à la mise en œuvre d'un projet d'installation ou de transmission en agriculture et, le cas échéant de percevoir des aides ;

- 2° Capacité d'apprécier, au regard des éléments du point 1°, l'adéquation des compétences de l'utilisateur avec le projet envisagé ;
- 3° Capacité à recenser et formaliser les compétences acquises par l'utilisateur (parcours académique et professionnel) et identifier les compétences manquantes ;
- 4° Capacité à construire un parcours de formation individualisé en adéquation avec les besoins pour le projet, et le cas échéant, avec les règles en vigueur pour obtenir des aides à l'installation ;
- 5° Capacité à présenter la liste de l'offre et des voies de formation dans la région des Pays de la Loire et les régions limitrophes ;
- 6° Capacité d'ingénierie financière pour l'appui au choix des solutions de financement de la formation
- 7° Capacité à suivre l'utilisateur dans le choix et la réalisation de son parcours de formation ;
- 8° Capacité à appliquer la méthode commune pour l'élaboration du parcours de formation.

II – Modalités de réalisation des missions

Les structures agréées s'engagent à respecter, pendant toute la durée de l'agrément, les modalités de réalisation de leurs missions suivantes.

II.1 – Missions des structures agréées

Les structures agréées pour le conseil et l'accompagnement des personnes dans la réalisation de leur projet d'installation en agriculture mettent en œuvre une ou plusieurs des missions définies aux A, B et C du présent II.1, dans un ou plusieurs départements d'une même région.

Les structures agréées pour la conception d'un parcours spécifique d'accompagnement à la transmission des personnes souhaitant céder leur exploitation mettent en œuvre la ou les missions définies aux C et D du présent II.1, dans un ou plusieurs départements d'une même région.

A - EMERGENCE : Conseil et accompagnement des personnes dans la construction d'un projet d'installation émergent en agriculture

L'accompagnement dans la construction d'un projet d'installation émergent en agriculture est composé des trois phases successives suivantes :

- 1° Une phase de confirmation de l'idée de s'engager en agriculture ;
- 2° Une phase de maturation de cette idée ;
- 3° Une phase de structuration de celle-ci.

A l'issue de la phase de structuration, le porteur peut bénéficier d'un conseil et d'un accompagnement au développement de son projet d'installation dans les conditions prévues au B.

Le conseil et l'accompagnement dans la construction d'un projet d'installation émergent en agriculture comprend les missions suivantes :

1° **Accompagnement individuel** de l'utilisateur au cours des trois phases de construction du projet d'installation émergent : les structures agréées fournissent un conseil et un accompagnement individuel de l'utilisateur au cours des trois phases successives susmentionnées du projet d'installation émergent en agriculture ;

2° **Sensibilisation aux enjeux de l'installation** : les structures agréées présentent les différentes étapes du parcours d'installation, comprenant notamment une sensibilisation à la recherche du foncier, aux aides susceptibles d'être octroyées et aux enjeux de la protection sociale agricole et de la santé-sécurité au travail ;

3° **Appui à la rédaction du projet personnalisé d'émergence en agriculture**, identifiant les actions et expertises nécessaires pour sa réalisation : les structures agréées conseillent et accompagnent l'utilisateur dans la rédaction de son projet personnalisé d'émergence en agriculture au moyen d'un outil de diagnostic commun à l'ensemble des structures de conseil et d'accompagnement agréées dans la région ;

4° **Orientation vers les prestataires de services compétents pour la réalisation du projet personnalisé d'émergence** : les structures agréées orientent l'utilisateur vers les prestataires de services agissant en dehors du réseau France services agriculture compétents pour l'accompagner dans la réalisation du projet personnalisé d'émergence.

Une liste de l'offre disponible dans la région et dans les régions limitrophes est fournie à l'utilisateur.

Elle comprend notamment une présentation des formations pratiques et des organismes afférents présents sur le territoire, de stages de découverte et d'immersion tendant à réaliser le projet personnalisé d'émergence.

Elles assurent également l'orientation des personnes vers les services compétents dispensant les informations nécessaires notamment sur leurs statuts, leurs aides et leurs obligations en matière de protection sociale agricole ainsi que sur les mesures de prévention des risques professionnels et de santé-sécurité au travail ;

5° Enregistrement des données dans le répertoire départemental unique : les structures agréées enregistrent dans le répertoire départemental unique mentionné au II de l'article L. 330-4 les informations relatives aux usagers conseillés et accompagnés pour la construction de leur projet, dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur ;

6° Suivi du projet : elles accompagnent l'utilisateur dans le suivi de ses démarches pour la réalisation de son projet personnalisé d'émergence.

Ces missions sont effectuées par une personne dénommée **"conseiller projet émergent"**.

A l'issue de la phase de structuration du projet, la structure qui a conseillé et accompagné l'utilisateur lui présente, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, la liste exhaustive et actualisée des structures agréées dans la région et dans les régions limitrophes pour la mission de conseil et d'accompagnement des personnes au développement d'un projet existant d'installation en agriculture mentionnée au B.

La structure qui l'a conseillé et accompagné pour la construction de son projet d'installation émergent lui présente, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, la liste exhaustive des structures agréées dans la région et dans les régions limitrophes pour la réalisation d'un état des lieux des compétences et, le cas échéant, la conception et la proposition d'un parcours de formation visant à lui permettre d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet mentionnées au C.

B – INSTALLATION : Conseil et accompagnement des personnes dans le développement d'un projet existant d'installation en agriculture

Le conseil et l'accompagnement des personnes dans le développement d'un projet existant d'installation en agriculture comprend l'ensemble des missions suivantes :

1° Appui à la construction du projet personnalisé d'installation en agriculture. La mission d'appui à la construction du projet comprend :

- a) A partir des informations transmises par le point d'accueil départemental unique mentionné au I de l'article L. 330-4 du CRPM et au moyen d'un outil de diagnostic commun à l'ensemble des structures agréées dans la région, la réalisation d'un bilan personnalisé de la situation, incluant le bilan des formations et expériences professionnelles acquises, et des objectifs de l'utilisateur ;
- b) A l'issue de celui-ci, la présentation des différentes étapes du processus d'installation et des aides susceptibles d'être octroyées ainsi que des modalités de demande et d'octroi de ces dernières ;
- c) L'aide à la rédaction du projet personnalisé d'installation répondant aux objectifs de l'utilisateur et identifiant les actions et expertises nécessaires pour sa réalisation ;

2° Orientation vers les prestataires de services compétents pour la réalisation du projet personnalisé d'installation.

Les structures agréées présentent, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, l'offre des prestataires de services agissant en dehors du réseau France services agriculture compétents pour l'accompagner dans la réalisation du projet personnalisé d'installation.

Une liste de l'offre disponible dans la région et dans les régions limitrophes, est fournie à l'utilisateur.

Elles proposent un appui dans le choix des solutions de financement relatif à l'accès à ces services.

Elles veillent également à orienter l'utilisateur vers les dispositifs compétents en matière de protection sociale agricole, afin de lui permettre d'accéder aux informations relatives à ses statuts, obligations et aides sociales ainsi qu'aux mesures de prévention en matière de santé et sécurité au travail ;

3° Enregistrement des données dans le répertoire départemental unique.

Elles enregistrent dans le répertoire départemental unique mentionné au II de l'article L. 330-4 du CRPM les informations relatives aux usagers conseillés et accompagnés, dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur ;

4° Facilitation de la mise en relation entre les personnes ayant un projet d'installation et celles souhaitant céder leur exploitation agricole.

Sur le fondement des données disponibles dans le répertoire départemental unique, elles présentent aux personnes ayant un projet d'installation les informations relatives aux personnes souhaitant céder leur exploitation agricole, à condition que ces dernières aient donné leur consentement, en tenant compte des caractéristiques du projet d'installation et de celles de l'exploitation à céder. Cette activité s'exerce dans le respect des dispositions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur ;

5° Suivi du projet : elles accompagnent l'utilisateur dans le suivi de ses démarches pour la réalisation de son projet personnalisé d'installation. La conception du plan d'entreprise est exclue du champ de cette mission.

Ces missions sont effectuées par une personne dénommée "**conseiller installation**", qui est l'interlocuteur privilégié de la personne accompagnée par la structure d'accueil et d'accompagnement et assure le suivi du projet jusqu'à sa réalisation.

La structure qui a conseillé et accompagné une personne pour la définition de son projet d'installation lui présente, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, la liste exhaustive des structures agréées dans la région et dans les régions limitrophes pour la réalisation d'un état des lieux des compétences et, le cas échéant, la conception et la proposition d'un parcours de formation visant à lui permettre d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet professionnel mentionnées au C.

C – FORMATION : Réalisation d'un état des lieux des compétences, conception et proposition d'un parcours de formation

La réalisation d'un état des lieux des compétences, la conception et la proposition d'un parcours de formation comprend les missions énumérées au présent C.

1° Evaluation des compétences : les structures agréées recensent et formalisent les différentes compétences acquises lors du parcours académique et professionnel. Elles évaluent les compétences manquantes nécessaires à la réalisation du projet ;

2° Construction d'un parcours de formation : les structures agréées construisent, sur la base des informations transmises au moyen du répertoire départemental unique, un parcours de formation en adéquation avec les besoins de l'utilisateur et, le cas échéant, avec les règles en vigueur pour obtenir des aides à l'installation. Ce parcours de formation est exposé dans le projet personnalisé d'émergence, d'installation ou de transmission de l'utilisateur ;

3° Présentation de l'offre de formation : les structures agréées présentent la liste de l'offre et des différentes voies de formation dans la région et dans les régions limitrophes permettant d'acquérir les compétences et les connaissances manquantes pour la mise en œuvre du projet

professionnel ;

4° Plan de financement et suivi de l'utilisateur : les structures agréées proposent un appui dans le choix des solutions de financement de la formation. Elles suivent l'utilisateur dans son choix de formation et dans la réalisation de son parcours de formation.

Les formations choisies par l'utilisateur sont mentionnées le cas échéant dans le projet personnalisé d'émergence, d'installation ou de transmission ;

5° Enregistrement des données dans le répertoire départemental unique : les structures agréées enregistrent dans le répertoire départemental unique mentionné au II de l'article L. 330-4 les informations relatives au choix de formation de l'utilisateur, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur ;

6° Suivi du parcours : les structures agréées accompagnent l'utilisateur dans le suivi de ses démarches pour la réalisation de son parcours de formation.

Ces missions sont effectuées par une personne dénommée "**conseiller formation**".

D. – TRANSMISSION : La conception d'un parcours spécifique d'accompagnement à la transmission des personnes souhaitant céder leur exploitation

La conception d'un parcours spécifique d'accompagnement à la transmission des personnes souhaitant céder leur exploitation comprend les missions suivantes :

1° Appui à la construction du projet personnalisé de transmission en agriculture. Dans le respect du principe de secret des affaires, les structures agréées recueillent les données relatives à l'exploitation agricole afin de relever les caractéristiques économiques, environnementales et sociales de l'exploitation, sur la base d'un outil de diagnostic commun à l'ensemble des structures de conseil et d'accompagnement agréées dans la région.

Elles peuvent réaliser une visite de l'exploitation à céder et informent les futurs cédants sur les étapes de la transmission. Elles veillent également à garantir leur information complète sur les droits sociaux, notamment de droits à la retraite, ainsi que sur les démarches sociales et les possibilités d'accompagnement.

Elles conseillent et accompagnent l'utilisateur dans la rédaction de son projet personnalisé de transmission. Si la personne recherche un repreneur, elles lui présentent l'intérêt du répertoire départemental unique ainsi que les aides susceptibles d'être octroyées le cas échéant ;

2° Orientation vers les prestataires de services compétents pour la réalisation du projet personnalisé de transmission. Les structures agréées présentent, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, l'offre des prestataires de services compétents pour la réalisation du projet personnalisé de transmission.

Une liste de l'offre disponible dans la région et dans les régions limitrophes, est fournie à l'utilisateur, ainsi qu'un appui dans le choix des solutions de financement de ces prestations.

Cette même offre intègre également l'accompagnement proposé en matière de protection sociale des futurs cédants et des repreneurs, incluant les informations relatives aux droits, aux aides sociales et aux dispositifs de prévention des risques professionnels. Si l'utilisateur est en situation de reconversion professionnelle ou de difficultés économiques, elles l'orientent vers les organismes compétents ;

3° Enregistrement des données dans le répertoire départemental unique. Les structures agréées enregistrent dans le répertoire départemental unique mentionné au II de l'article L. 330-4 les informations relatives au projet de transmission de l'utilisateur, dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur ;

4° Facilitation de la mise en relation entre les personnes souhaitant céder leur exploitation agricole et celles ayant un projet d'installation. Sur le fondement des données disponibles dans le répertoire départemental unique, les structures agréées présentent aux personnes souhaitant céder leur exploitation agricole les informations relatives aux personnes ayant un projet d'installation, à condition que ces dernières aient donné leur consentement, en tenant

compte des caractéristiques du projet de transmission de l'exploitation agricole et de celles du projet d'installation. Cette activité s'exerce dans le respect des dispositions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur ;

5° **Suivi du projet.** Les structures agréées accompagnent l'utilisateur dans le suivi de ses démarches pour la réalisation de son projet de transmission.

Ces missions sont exercées par une personne dénommée "**conseiller transmission**".

La structure qui a conseillé et accompagné l'utilisateur pour la définition de son projet de transmission lui présente, dans le respect des principes de pluralisme et d'équité, la liste exhaustive des structures agréées dans la région et dans les régions limitrophes pour la réalisation d'un état des lieux des compétences et, le cas échéant, la conception et la proposition d'un parcours de formation visant à lui permettre d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires à la mise en œuvre de son projet mentionnées au C.

II.2 – Qualité du service rendu à l’usager

Pour garantir la qualité du service rendu aux usagers, les structures de conseil et d’accompagnement s’engagent pendant toute la durée de l’agrément à respecter le présent cahier des charges, notamment à :

- 1° **Rédiger le projet personnalisé de l’usager dans le respect de la diversité des projets d’installation et de transmission**, conformément à un outil de diagnostic commun à l’ensemble des structures de conseil et d’accompagnement agréées dans la région ;
- 2° **Présenter, dans le respect du pluralisme et de l’équité, l’offre actualisée des prestataires de services agissant en dehors du réseau France services agriculture** dans la région et dans les régions limitrophes y compris celle en lien avec la protection sociale agricole, incluant la prévention de la santé et de la sécurité au travail ;
- 3° **Recruter un nombre suffisant de conseillers pour assurer les missions** dans les conditions prévues par le présent cahier des charges ;
- 4° **Prendre en compte les difficultés rencontrées par les femmes lors de l’installation et de la transmission en agriculture** et mettre à disposition des usagers l’ensemble des informations et des moyens disponibles pour répondre à leurs difficultés ;
- 5° **Prendre en compte des recommandations du Haut Conseil à l’égalité entre les hommes et les femmes** et mettre à disposition des femmes les informations et moyens disponibles pour les accompagner dans leur parcours d’installation ou de transmission ;
- 6° **Transmettre au préfet de région et au président du comité opérationnel départemental, avant le 31 mars de l’année n, le rapport d’activité annuel** qualitatif et quantitatif de l’année n-1, intégrant notamment des éléments sur le nombre d’usagers accompagnés et la satisfaction de ces derniers à l’égard du service rendu ;
- 7° **Mettre en place une procédure de coordination** entre conseillers si plusieurs fonctions sont exercées dans la structure ;
- 8° **Mettre en place les moyens administratifs et humains pour assurer une qualité de suivi des bénéficiaires dans des délais corrects de réponse et de rendez-vous**, à proposer un nombre minimum de conseillers disponibles et à mettre en œuvre des dispositifs pour évaluer la satisfaction des usagers ;
- 9° **Détenir et actualiser régulièrement ses connaissances** sur les dispositifs nationaux, régionaux et territoriaux mobilisables par les bénéficiaires, afin de garantir un conseil actualisé et de qualité ;
- 10° **Assurer la continuité et l’homogénéité de l’accompagnement et du conseil sur l’ensemble des départements** sur lesquels porte l’agrément. Cet engagement s’apprécie notamment au regard de la disponibilité de rendez-vous, la capacité de suivi des projets, la réalisation de visites sur site lorsque nécessaire, la **capacité à mettre en œuvre les processus et outils définis dans le cadre du dispositif et mis à disposition** (outil diagnostic commun, échanges avec le PADU, alimentation du RDU) ;
- 11° **Tenir à jour au fil de l’eau le Répertoire Départemental Unique (RDU) dans le respect des méthodologies attenantes ;**
- 12° **Informers l’administration des départs / arrivées de conseillers** en apportant toutes les pièces relatives à la justification des compétences des nouveaux conseillers.

II.3 – Formation des conseillers

Les structures de conseil et d’accompagnement s’assurent que les conseillers exerçant en leur sein suivent les deux niveaux de formation mentionnés aux 1° et 2°.

1° **La formation de premier niveau** a lieu en amont de l'entrée en fonction des conseillers. Elle est composée des modules suivants :

- a) La présentation des membres, des missions et du fonctionnement du réseau France services agriculture et de leurs obligations en qualité de conseillers ;
- b) La présentation du cadre national et régional de la politique d'installation et de transmission en agriculture ;
- c) La présentation des organismes agissant en dehors du réseau France services agriculture susceptibles d'accompagner l'utilisateur dans la réalisation de son projet ;
- d) La sensibilisation aux difficultés rencontrées par les femmes lors de l'installation et de la transmission en agriculture ;
- e) Pour les "conseillers transmission", la sensibilisation aux enjeux psycho-sociaux de la transmission d'une exploitation agricole ;
- f) Pour les "conseillers formation", la présentation et les attendus de la méthode commune mentionnée au cinquième alinéa de l'article L. 330-8 ainsi que l'offre de formation départementale ou régionale ;
- g) La présentation des démarches, droits et obligations relatives à la protection sociale agricole et à la santé-sécurité au travail ;

La formation de premier niveau peut s'accompagner de stages d'immersion au sein des structures du réseau France services agriculture ;

2° **La formation de second niveau** s'applique à tous les conseillers. Elle consiste dans une actualisation annuelle des informations fournies dans les modules mentionnés au 1°.

Les structures de conseil et d'accompagnement s'engagent également à organiser les formations des conseillers pour l'actualisation de leurs compétences définies au I – B.

II.4 – Elaboration d'un rapport d'activité

Les structures de conseil et d'accompagnement rédigent un rapport d'activité annuel qualitatif et quantitatif. Ce rapport est transmis par chaque structure au préfet de région et au président du comité opérationnel départemental **avant le 31 mars de l'année suivante**.

Il fait l'objet d'une présentation lors de la réunion du comité opérationnel départemental.

II.5 – Coordination des structures dans le réseau France services agriculture

Les structures de conseil et d'accompagnement participent au comité opérationnel départemental au sein duquel elles présentent notamment :

- a) Un état des lieux de leur activité dans le département ;
- b) Les difficultés rencontrées, notamment dans le cadre de dossiers complexes ;
- c) Les bonnes pratiques mises en place dans l'exercice de leurs missions.

Une fois par an, elles présentent au sein de ce comité une synthèse de leur rapport d'activité mentionné au point II.4 du présent cahier des charges.

Sous réserve des dispositions du décret relatif à la gouvernance de la politique d'installation transmission et afin de favoriser la cohérence du déploiement de France Services Agriculture à l'échelle régionale, le partage des bonnes pratiques, l'harmonisation des modalités d'accompagnement ainsi que l'efficacité du pilotage du dispositif, les comités opérationnels départementaux peuvent être réunis conjointement dans le cadre d'une instance régionale unique associant l'ensemble des comités opérationnels départementaux de la région. Cette instance vaut alors tenue des comités opérationnels départementaux concernés.

II.6 – Principes à respecter et protection du secret des affaires

Les structures agréées s'engagent à respecter les principes d'égalité, d'équité, de neutralité, d'impartialité, de pluralisme et à respecter le secret des affaires.

Les structures agréées définissent des règles internes permettant de prévenir toute transmission, lors de l'exercice des missions pour lesquelles elles sont agréées, d'informations protégées par le secret des affaires au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce, sauf à recueillir le consentement de leur propriétaire.

Elles recueillent notamment, avant la mise en relation d'une personne souhaitant s'installer en agriculture et d'une personne souhaitant transmettre son activité, l'engagement des usagers à ne communiquer aucune information couverte par le secret des affaires dont ils pourraient avoir connaissance dans ce cadre.

Indépendance du conseil des structures agréées sur la mission « conseil et accompagnement des personnes dans le développement d'un projet existant d'installation en agriculture » :

La structure agréée démontre l'existence de règles internes garantissant la neutralité (déclarations d'intérêts, séparation fonctionnelle, traçabilité des orientations).

Elle s'engage dans le cadre de la demande d'agrément, à être impartial et à garantir qu'aucun des salariés mobilisés sur l'accompagnement ne présente de conflit d'intérêts avec le bénéficiaire de l'accompagnement pour lequel elle demande l'agrément. En d'autres termes, il ne doit pas y avoir, ni directement, ni indirectement, un intérêt financier, économique ou un intérêt personnel qui serait de nature à compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la fourniture de la prestation de conseil.

Pour un dossier donné, la structure ne peut être « conseiller installation » si elle entretient une relation commerciale significative et dans la durée avec le cédant ou les futurs associés, susceptible d'altérer l'impartialité. Cette relation est présumée incompatible avec l'exercice de la mission de conseil et d'accompagnement, dès lors qu'elle est de nature à créer un intérêt direct dans la gestion de l'exploitation générant une situation de conflit d'intérêt. L'agrément sera alors refusé.

Direction régionale de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités

R52-2026-06-16-00006

Arrêté DREETS 2026/DREETS/CS/N° 32 du 16 juin
2026 portant publication des indicateurs
d'activité et de financement des services
mandataires judiciaires à la protection des
majeurs (MJPM) et des services délégués aux
prestations familiales (DPF) calculés sur la base
des résultats de l'enquête ministérielle de 2026



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et départementale
De l'économie, de l'emploi, du travail
et des solidarités**

ARRÊTÉ 2026/DREETS/CS/N° 32

portant publication des indicateurs d'activité et de financement des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM) et des services délégués aux prestations familiales (DPF) calculés sur la base des résultats de l'enquête ministérielle de 2026

Le Préfet de la région Pays de la Loire

VU le code de l'action sociale et des familles (CASF) notamment ses articles L. 312-1, L. 313-3, L.314-3 à L. 314-7, R. 314-17, R. 314-28 à R. 314-33, R. 314-49, R. 314-193-1 et R.314-193-3 ;

VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;

VU le décret n° 2008-1500 du 30 décembre 2008 relatif à la réglementation financière et budgétaire des établissements et services sociaux et médico-sociaux, notamment son article 3 ;

VU l'arrêté du 9 juillet 2009 fixant les indicateurs des services mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des services délégués aux prestations familiales et leurs modes de calcul pris en application de l'article R. 314-29 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles R. 314-10, R. 314-13, R.314-17, R. 314-19, R. 314-20, R. 314-48 et R. 314-82 du code de l'action social et des familles ;

VU l'arrêté du 30 janvier 2004 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif prévu à l'article R. 314-49 du code de l'action social et des familles ;

VU l'arrêté du 9 décembre 2005 pris en application de l'article R. 314-13 du code de l'action sociale et des familles relatif à la transmission par courrier ou support électronique des propositions budgétaires et des comptes administratifs des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté préfectoral n°2021/SGAR/DREETS/53 du 29 mars 2021 portant organisation de la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Pays de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n°2024/SGAR/DREETS/419 du 8 août 2024 portant délégation de signature à Monsieur Jérôme GIUDICELLI, directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;

Tél. :02.40.12.80.00

Mèl : dr-pdl.ps@dreets.gouv.fr

22, Mail Pablo Picasso – BP 24 209 – 44 042 Nantes Cedex

1

VU l'arrêté n° 2026/SGAR/DREETS/n°22 du 03 mars 2026 portant délégation de signature à M. Jérôme GIUDICELLI directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la région Pays de la Loire

VU l'arrêté N° 2026/DREETS/20 du 02 avril 2026 portant subdélégation de signature du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Pays de la Loire ;

CONSIDERANT les données relatives aux indicateurs transmises par les directions départementales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités de la circonscription régionale ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : En application de l'arrêté du 9 juillet 2009 susvisé, notamment ses annexes 7 et 8 relatives au calendrier de transmission des tableaux de bord, sont publiées ici les valeurs régionales des indicateurs socio-économiques pour les services MJPM et les services DPF visés ci-après (données issues de la plateforme e-FSM).

Article 2 : Aucun département des Pays de la Loire ne dispose d'au moins cinq structures. Seules les valeurs régionales sont, par conséquent, indiquées :

Type de structure	Services mandataires judiciaires à la protection des majeurs (MJPM)	Services délégués aux prestations familiales (DPF)
Niveau des indicateurs	Valeurs régionales (ANNEXE 1)	Valeurs régionales (ANNEXE 2)

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif préalable devant le préfet de région.

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent arrêté est du ressort du tribunal administratif de Nantes.

Article 4 : En application des dispositions de l'article R 314-31 du code de l'action sociale et des familles susvisé, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Pays de la Loire et sur le site de la DREETS des Pays de la Loire.

Article 5 : La secrétaire générale pour les affaires régionales et le directeur régional de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nantes, le 16 juin 2026

signé par Mehdi LALAM

Directeur régional adjoint à la direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités des Pays

Tél. :02.40.12.80.00

Mèl : dr-pdl.ps@dreets.gouv.fr

22, Mail Pablo Picasso – BP 24 209 – 44 042 Nantes Cedex

2

Niveau régional – Pays de la Loire

Données générales

Indicateurs de référence

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels

Indicateurs relatifs au personnel

Indicateur de qualification (en %)	Exercice 2024
Niveau I (H1/H)	0,4%
Niveau II (H2/H)	2,0%
Niveau III (H3/H)	14,7%
Niveau IV (H4/H)	24,7%
Niveau V (H5/H)	40,4%
Niveau VI (H6/H)	13,5%

3

Niveau VII (H6/H)	4,3%
Niveau VIII (H6/H)	0,1%
Niveaux I à VIII	100,0

Indicateur de formation	Exercice 2024
nb d'h/ETP	35,7

Indicateur de vieillesse-technicité	1,23
-------------------------------------	------

Indicateurs relatifs au nombre de mesures

	Exercice 2024
	Nombre de mesures au 31/12 (en %)
Mesures d'Accompagnement Judiciaire	0,32%
Curatelle renforcée	60,11%
Curatelle simple	1,90%
Tutelle	30,66%
Sauvegarde de justice	1,26%
Tutelle ou curatelle aux biens ou à la personne	6,87%
Subrogé tuteur ou curateur	0,13%
TOTAL en % hors sauvegarde de justice	100,00%
TOTAL en nombre	23 400
Etablissement	31,1%
Domicile	68,9%

	Exercice 2024
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 738
Nombre de points par ETP délégués	7 465
Nombre de points par ETP autres personnels	7 487

Indicateurs d'activité

	Exercice 2024
	TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,89
	Exercice 2024
Coût de l'intervention des délégués	35,11

Annexe 2 : Indicateurs d'activité et de financement des DPF (fichier agrégations 2026)

Niveau régional - Pays de la Loire

Tableau de bord relatif aux indicateurs

Données générales

	2024
Mesures au 31/12	566
Mesures en moyenne dans l'année	561,0
ETP	34,4
Nombre de points	137 413

Indicateurs de référence

	2024
Poids moyen de la mesure	20,41
Valeur du point service	17,14
Nombre de points par ETP	3 996
Nombre de mesure "moyenne" par ETP	16,79

Indicateurs secondaires liés aux groupes fonctionnels

	Exercice 2024
Valeur du point afférent aux dépenses de personnel dont :	13,84
- Valeur du point délégué	7,52
- Valeur du point autres personnels	6,32

Indicateurs relatifs au personnel

	Exercice 2024
Nombre de postes ETP (en %)	
Délégués	55,7%
Autres personnel	44,3%

	Exercice 2024
Indicateur de qualification (en %)	
Niveau I (H1/H)	0,0%
Niveau II (H2/H)	0,0%
Niveau III (H3/H)	3,4%
Niveau IV (H4/H)	18,7%

Tél. :02.40.12.80.00

Mèl : dr-pdl.ps@dreets.gouv.fr

22, Mail Pablo Picasso – BP 24 209 – 44 042 Nantes Cedex

Niveau V (H5/H)	44,7%
Niveau VI (H6/H)	31,1%
Niveau VII (H6/H)	1,6%
Niveau VIII (H6/H)	0,5%
Niveaux I à VIII	100%

Indicateur de formation	Exercice 2024
nb d'h/ETP	37,8

Indice de vieillesse-technicité	1,31
---------------------------------	------

	Exercice 2024
Nombre de points par l'ensemble des ETP	3 996
Nombre de points par ETP délégués	7 172
Nombre de points par ETP autres personnels	9 025

Indicateurs d'activité

	Exercice 2024 TAM par rapport à la durée théorique annuelle de travail
Indicateur de temps actif mobilisable	0,82

	Exercice 2024
Coût de l'intervention des délégués	39,09